

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20220224-lmc1186305-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 1 mars  
2022  
Date d'affichage : 28/02/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
jeudi 24 février 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE convoqué le jeudi 24 février 2022, a été  
assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Béatrice VEYRAT-MASSON

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
71	9	1

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/02/22**

**CONVENTIONS DE  
LIVRAISON D'EAU EN  
GROS POUR LE SECTEUR  
CENTRE - AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Hélène BILL, M. Frédéric BOCCALETTI, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Madame Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, Monsieur Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Michel DURBANO, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, M. Hubert FALCO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Emilién LEONI, M. Philippe LEROY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josette MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT

**REPRESENTES :**

Mme Béatrice BROTONS représenté(e) par Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN représenté(e) par M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON représenté(e) par M. Gilles VINCENT, Mme Amandine LAYEC représenté(e) par Mme Valérie MONDONE, Mme Geneviève LEVY représenté(e) par M. Mohamed MAHALI, Mme Chantal PORTUESE représenté(e) par M. Jean-David MARION, M. Christian SIMON représenté(e) par M. Jean-Louis MASSON, Mme Sandra TORRES représenté(e) par Mme Anaïs DIR, M. Jean-Sébastien VIALATTE représenté(e) par M. Joël TONELLI

**ABSENTS :**

M. Arnaud LATIL

## **Séance Publique du 24 février 2022**

**N° D' O R D R E : 22/02/22**

**O B J E T : CONVENTIONS DE LIVRAISON D'EAU  
EN GROS POUR LE SECTEUR CENTRE -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 21/09/283 du 30 septembre 2021 approuvant le choix du délégataire pour le service d'eau potable du Secteur Centre du 01/01/2022 au 31/12/2023,

**VU** le contrat de délégation de service public d'eau potable conclu avec la société Compagnie de l'Eau et de l'Ozone pour l'exploitation du service d'eau potable du secteur Centre à compter du 01/01/2022, en particulier aux articles 5.2.5 et 5.2.6 relatif aux livraisons d'eau en gros,

**VU** les conventions existantes de livraison d'eau en gros, à l'ex-Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau sur les communes de la Garde, la Valette-du-Var, le Pradet, ainsi qu'au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des Communes de la Région Est de Toulon et aux communes d'Ollioules et du Revest-les-Eaux arrivant à échéance au 31/12/2021,

**VU** la convention existante relative au pompage des eaux du plan d'eau de Doze-Est sur la commune du Cabasse,

**VU** l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité du 25 janvier 2022,

**VU** l'avis de la Commission des Finances et Administration Générale du 7 février 2022,

**CONSIDERANT** que le contrat de délégation de service public d'eau potable du secteur centre prévoit des livraisons d'eau en gros dans la continuité des dispositions préexistantes,

**CONSIDERANT** les conventions annexées fixant les conditions techniques et financières de livraison d'eau, à l'ex-Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau sur les communes de la Garde, la Valette-du-Var, le Pradet, ainsi qu'au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des Communes de la Région Est de Toulon, aux communes d'Ollioules et du Revest-les-Eaux,

**CONSIDERANT** la convention annexée fixant les conditions techniques et financières du pompage des eaux du plan d'eau de Doze-Est sur la commune du Cabasse,

**CONSIDERANT** que le délégataire est mandaté par la Collectivité pour percevoir auprès des usagers concernés la part de la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé ci-dessus.

## **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes des conventions suivantes :

- Convention de livraison d'eau en gros à l'ex-Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des communes de la Garde, la Valette-du-Var et le Pradet ;
- Convention de livraison d'eau en gros au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des communes de la Région Est de Toulon ;
- Convention de livraison d'eau en gros à la commune d'Ollioules ;
- Convention de livraison d'eau en gros à la commune du Revest-les-Eaux ;
- Convention de pompage des eaux du plan d'eau de Doze-Est sur la commune du Cabasse.

## **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer les conventions suivantes :

- Convention de livraison d'eau en gros à l'ex-Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des communes de la Garde, la Valette-du-Var et le Pradet ;
- Convention de livraison d'eau en gros au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des communes de la Région Est de Toulon ;
- Convention de livraison d'eau en gros à la commune du Revest-les-Eaux ;
- Convention de livraison d'eau en gros à la commune d'Ollioules ;
- Convention de pompage des eaux du plan d'eau de Doze-Est sur la commune du Cabasse.

## **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM de prendre toutes les dispositions et de signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

## **ARTICLE 5**

**D'AFFECTER** les recettes afférentes à ces conventions au Budget annexe Eau Potable DSP au chapitre 70.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 24 février 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR : 78

CONTRE : 0

ABSTENTION : 1  
M. Philippe LEROY

Elus ne prenant pas part au vote :  
**M. Christian SIMON**



## **CONVENTION CONCERNANT LE POMPAGE DES EAUX DU PLAN D'EAU DE DOZE EST SUR LA COMMUNE DE CABASSE**

### **Entre les soussignés**

➤ **La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil métropolitain en date du ... .., et désignée ci après par « **la Métropole** »,

de première part,

➤ **La Commune de Cabasse**, représenté par son Maire, Monsieur Yannick SIMON, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil Municipal en date du ... .., et désignée ci après par « **la Commune** »,

de seconde part,

➤ **La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Olivier CAVALLLO, Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée, et désignée ci après par « **le Concessionnaire** ».

de troisième part

**Il a été exposé ce qui suit :**

La ville de Toulon, la commune de Cabasse et la Société des Eaux de Toulon (SET) ont signé en date du 26 janvier 2010 une convention d'utilisation des eaux du plan d'eau de Doze Est, située sur la commune de Cabasse au lieu-dit Combecave, dans le cadre du contrat de délégation du service de production d'eau potable de la ville de Toulon confié à la SET par un contrat dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2021.

La ville de Toulon est bénéficiaire d'un arrêté préfectoral en date du 11 mai 2015:

- déclarant d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection de l'excavation de Doze Est,
- instaurant les périmètres de protection sur la commune de Cabasse,
- autorisant le prélèvement de l'eau au titre du livre 2 du code de l'environnement,
- autorisant l'utilisation de l'eau prélevée en vue de la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Conformément à cet arrêté, la Ville de Toulon a fait procéder aux travaux de délimitation des périmètres de protection immédiats.

Depuis le 1er Janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence eau potable. Elle est donc, de plein droit, le co-contractant de la convention d'utilisation des eaux de Doze Est - Combecave.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, par délibération de son conseil métropolitain en date du 30 septembre 2021, un contrat de Concession sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var, ci-après "le Contrat de Concession". Ce Contrat de concession prend effet à compter du 1er janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.

Compte tenu des éléments précédemment évoqués, les parties conviennent de résilier la convention préexistante et de mettre en place une nouvelle convention tripartite, permettant de régir les relations entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Concessionnaire de son service public d'eau potable - secteur Centre - et la commune de Cabasse pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au 31 Décembre 2033.

### **En conséquence il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 - UTILISATION DE LA MINE DE DOZE EST**

La Commune autorise la Métropole et le Concessionnaire à prélever l'eau contenue dans l'excavation de Doze Est située au lieu-dit Combecave sur la commune de Cabasse conformément aux dispositions précisées par l'arrêté préfectoral du 11 mai 2015.

L'accès à l'excavation et aux ouvrages est laissé libre pour le personnel de la Métropole et du Concessionnaire, ainsi que pour les entreprises chargées des travaux et de l'entretien des installations de pompage.

L'accès au site est protégé par une barrière fermée par cadenas interdisant l'accès à tout véhicule étranger aux services de la Commune, de la Métropole ou du Concessionnaire.

#### **Article 2 - CONDITIONS FINANCIERES**

Les coûts de fonctionnement et d'entretien des ouvrages de pompage, des canalisations et des périmètres de protection sont intégralement pris en charge par le Concessionnaire

dans le cadre du contrat de concession signé avec la Métropole. Il en est de même pour les redevances de prélèvement, impôts divers et taxes.

En contrepartie de l'usage des lieux et de l'eau disponible dans l'excavation de Doze Est accordés par la Commune, le Concessionnaire lui versera avant le 30 Septembre de chaque année une indemnité forfaitaire de Trente Six Mille Euros (36 000 Euros).

Ce montant, défini en valeur de base au 1<sup>er</sup> janvier 2022, sera actualisé chaque année sur la base d'actualisation de la valeur du prix du mètre cube d'eau vendu par le Concessionnaire, hors taxes et surtaxes. Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, ce prix est de 1.1040€/m<sup>3</sup>.


### Article 3 - DUREE

La durée de la présente convention est fixée à douze (12) ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Elle est renouvelable par tacite reconduction par période de cinq (5) ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties un an avant l'achèvement de la période en cours.

### Article 4 – CLAUSES DE SAUVEGARDE

En cas de changement de titulaire de la Délégation du Service Public d'eau potable du secteur Centre de la Métropole, les termes de la présente convention s'imposeront de fait au nouveau titulaire, charge étant à la Métropole d'en informer la Commune. En tout état de cause, la Métropole reste garante auprès de la Commune, de la bonne et complète exécution de la présente convention pour toute sa durée de validité.

Fait à Toulon le ... ..

<p>Pour la Métropole,</p> <p>Monsieur Hubert FALCO, Président</p>	<p>Pour la Commune,</p> <p>Monsieur Yannick SIMON Maire de Cabasse</p>
<p>Pour le Concessionnaire,</p> <p>Monsieur Olivier CAVALLO, Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée</p> <p> Compagnie des Eaux et de l'Ozone Rue des Oliviers CS 10579 83041 TOULON Cedex 9</p>	







## **Convention de livraison d'eau en gros**

**Bénéficiaire :  
Commune du Revest-les-Eaux**

**Entre :**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil métropolitain en date du ... .., et désignée ci-après par « **la Métropole** »,

de première part,

**La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Eric LAHAYE, Directeur de la Région Méditerranée, et désignée ci-après par « **le Concessionnaire** » ou « **le Bénéficiaire** »,

de seconde part.

### **Il a été exposé ce qui suit :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto :

- un contrat de Concession sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var, ci-après "le Contrat de Concession - secteur centre". Ce Contrat de concession prend effet à compter du 1er janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.
- un contrat de délégation de service public d'eau potable sur la commune du Revest-les-Eaux, dont l'échéance est fixée au 30 avril 2023.

La fourniture d'eau à la commune du Revest-Les-Eaux est régie par une convention conclue initialement, les 16 et 23 septembre 1983, entre la commune de Toulon et la commune du Revest-Les-Eaux.

Il convient donc de mettre en place une nouvelle convention permettant de régir la fourniture d'eau par le service du secteur Centre ci-après dénommé « service de production » pour l'alimentation du territoire de la commune du Revest-Les-Eaux pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au 30 avril 2023.

### **En conséquence il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Conditions générales de fourniture de l'eau au Bénéficiaire**

Pour contribuer aux besoins d'alimentation en eau de la commune du Revest-Les-Eaux, il est prévu une livraison d'eau potable d'un volume maximum de 1 400 m<sup>3</sup> / jour à partir de deux points de livraison :

- la conduite des Marlets, issue du réservoir des Pomets à Toulon,
- la conduite de la Carraire, issue du réservoir de Fort Rouge Bas à Toulon.

#### **Article 2 : Points de livraisons d'eau au Bénéficiaire**

##### **2.1 Les dispositifs de livraison d'eau :**

Ces dispositifs comprennent, depuis les ouvrages du service de production :

Le dispositif de raccordement aux ouvrages du service de production d'eau.

Une canalisation de liaison jusqu'au dispositif de comptage, d'une longueur la plus courte possible.

Un ou plusieurs dispositifs de comptage de l'eau.

Le dispositif de comptage appartient à la Métropole. Sa maintenance est assurée par le Concessionnaire conformément aux dispositions du Contrat de Concession - secteur centre.

Le point de livraison de l'eau au Bénéficiaire est matérialisé par la bride aval du dispositif de comptage.

Ce point de livraison marque la limite de responsabilité entre :

Le Concessionnaire pour tout ce qui est situé en amont du point de livraison.

Le Bénéficiaire pour tout ce qui est situé en aval du point de livraison.

Les installations situées à l'aval du point de livraison sont la propriété du Bénéficiaire qui fait son affaire de leur installation, de leur surveillance, de leur maintenance et de leur équipement y compris tous dispositifs de régulation de pression, de débit ou de remplissage de réservoir qui seraient éventuellement nécessaires. Ces installations du Bénéficiaire ne devront en aucun cas porter atteinte au bon fonctionnement ou à la pérennité des installations du service de production ou à la qualité de l'eau distribuée par le service de production. En tant que de besoin le Bénéficiaire installera à ses frais un dispositif empêchant le retour d'eau dans les installations du service de production.

Le Concessionnaire est chargé à titre exclusif d'assurer la maintenance des dispositifs de livraison de l'eau au Bénéficiaire. Ces opérations incluent :

- a) la maintenance courante des dispositifs de livraison d'eau, qui comporte :
  - la surveillance des dispositifs et des conditions hydrauliques de pression ;
  - l'entretien, la réparation et le remplacement des vannes et appareils d'isolement ;
  - l'élimination des fuites ;
  - la surveillance et les réparations nécessaires sur les massifs d'ancrage et ouvrages de génie civil associés aux raccordements.
- b) le renouvellement et les grosses réparations des raccordements et des organes hydrauliques qui comportent tous les renouvellements qui s'avèrent nécessaires en sus des opérations d'entretien et de réparation.

Le Concessionnaire vérifie que les biens du service sont sécurisés vis à vis d'effets d'éventuels désordres sur les installations du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire veille qu'une rupture de canalisation de son service, ne puisse provoquer de rupture sur les conduites et organes hydrauliques du service de production.

## **2.2 Comptage :**

L'eau est fournie exclusivement par les deux débitmètres télégrés équipant les points de livraison.

Les caractéristiques de ces équipements sont les suivantes :

- Débitmètre Carraire : Diamètre : DN100 ; Localisation : CD46/Route du Barrage à Toulon
- Débitmètre Marlets : Diamètre : DN100 ; Localisation : Pont des Marlets à Toulon

Les débitmètres de livraison d'eau pour l'alimentation de la commune du Revest-Les-Eaux font partie du service public d'eau potable - secteur centre.

Le Concessionnaire procède au relevé des index aussi souvent que nécessaire.

### **Dispositions concernant les compteurs appartenant au Bénéficiaire :**

Le Bénéficiaire est détenteur des compteurs au sens de la réglementation relative aux compteurs d'eau froide. Il est responsable des conséquences qui pourraient résulter de leur défaillance.

Il tient à jour le carnet métrologique prévu par la réglementation.

Il procède à ses frais à la vérification des compteurs du service aussi souvent qu'il le juge utile. Cette vérification est réalisée conformément à la réglementation relative au

contrôle des instruments de mesure, notamment celle relative au contrôle des compteurs d'eau froide en service (décrets du 6 mars 2007 et du 9 novembre 2007).

Le Concessionnaire est en droit d'exiger la vérification des compteurs.

Si le compteur est conforme à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire supporte les frais de vérification. Dans le cas contraire, les frais de cette vérification sont à la charge du Bénéficiaire.

Lorsque nécessaire, le remplacement des compteurs de livraison d'eau est assumé par le Bénéficiaire à sa charge.

### **Article 3 : Provenance de l'eau, qualité**

L'eau livrée au Bénéficiaire provient des installations de production d'eau potable de la Métropole (usines de La Valette, Dardennes ou Saint Antoine) et d'éventuels achats d'eau traitée auprès de la Société du Canal de Provence.

L'eau livrée au Bénéficiaire par le Concessionnaire doit, aux points de livraisons, être conforme en permanence aux normes de qualité en vigueur concernant les eaux destinées à la consommation humaine.

Le Concessionnaire n'est pas responsable de la dégradation de la qualité de l'eau qui pourrait intervenir sur les installations du Bénéficiaire. Ce dernier fait son affaire des mesures nécessaires pour assurer le maintien de la qualité de l'eau, au besoin par l'utilisation de dispositifs de traitement adaptés.

Le Concessionnaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau aux points de livraison conformément aux directives des services de la santé.

Le Bénéficiaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau sur ses installations situées en aval du point de livraison conformément aux directives des services de la santé.

### **Article 4 : Situation de crise**

Lorsqu'il constate une brusque dégradation de la qualité de l'eau ou une brusque dégradation des ouvrages assurant la production d'eau nécessitant une réaction immédiate rendue nécessaire par la protection de la santé humaine ou lorsqu'il n'est plus en mesure de fournir les quantités d'eau requises au Bénéficiaire, le Concessionnaire doit :

- prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum ;
- informer sans délai le Bénéficiaire, ainsi que la Métropole ;
- informer parallèlement le Préfet, afin qu'il prenne également les mesures d'urgence qui lui incombent ;
- mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires pour rétablir le plus rapidement possible une alimentation normale en eau, en liaison avec la Métropole et les autorités sanitaires.

### **Article 5 : Information des Bénéficiaires**

Le Concessionnaire prend les mesures nécessaires pour assurer l'information courante du Bénéficiaire et lui communiquer les documents administratifs relatifs au service conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Cette mission du Concessionnaire n'inclut pas l'information relative à la politique générale de gestion du service qui est du ressort de la seule Métropole.

## **Article 6 : Tarif des ventes d'eau et actualisation du tarif**

### **6-1 Tarif des ventes d'eau hors taxe**

Les tarifs applicables à la fourniture d'eau sont les tarifs appliqués aux particuliers, au titre du Contrat de Concession - secteur centre, avec un abattement de 25 %.

Ces tarifs comprennent :

- la rémunération du Concessionnaire en contrepartie des charges qui lui incombent en application du contrat de production
- la part revenant à la Métropole pour lui permettre de financer les travaux sur les installations non pris en charge par le Concessionnaire

Le tarif applicable, fixé en valeur de base au 1er janvier 2022, au Bénéficiaire est le suivant :

Part variable au m3 du Concessionnaire en € HT/m3 avec un abattement de 25 %	Part variable au m3 de la Métropole en € HT/m3
0,8280	0,102

Le tarif du Concessionnaire est susceptible d'être révisé pendant la durée de la convention, en application des clauses de révision du Contrat de Concession.

Lorsque le tarif de la Métropole précisé ci-dessus est modifié, il est déterminé par délibération et le Bénéficiaire en est informé.

Au tarif défini ci-dessus, s'ajoutent les taxes et redevances perçues pour le compte des organismes compétents (redevance pour la préservation des ressources en eau de l'Agence de l'Eau par exemple) et la TVA selon la réglementation en vigueur ainsi que toutes taxes et redevances qui seraient instituées au profit d'organismes tiers et qui auraient à être facturées avec le service de l'eau.

### **6-2 Actualisation du Tarif des ventes d'eau**

Les composantes du **tarif du Concessionnaire** (part fixe et part variable au m<sup>3</sup>) sont actualisées au 1er janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$T_n = T_o \times K_n \text{ avec :}$$

Tn = tarif applicable à la facturation de la période n

To = tarif de base établi en valeur économique du mois de janvier 2022.

Avec Kn tel que défini au sein du contrat de Concession.

A la date d'établissement de la présente convention, Kn est défini ainsi qu'il suit au sein du Contrat de Concession :

Le coefficient  $K1_N$  aura la forme suivante :

$$K1 = 0,20 + (0,284 \times) + (0,021 \times) + (0,245 \times) + (0,150 \times) + (0,100 \times)$$

Avec :

Indice	Descriptif de l'indice et pondération
A	Indice coûts horaires : ICHT-E $A_0 =$ (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
B	Indice Electricité : 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36KVA » $B_0 =$ (en attente des valeurs connues au 01/01/2022)..
C	Indice Travaux Public Canalisations : TP10a, canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux..... $C_0 =$ (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).....
D	Indice Frais et services divers : Index FSD2 - Frais et services divers, modèle de référence n° 2 $D_0 =$ (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
E	Indice liée aux achats d'eau : Coefficient de révision des tarifs d'achats d'eau brutes auprès de la SCP, selon la formule défini au sein des Conditions Générales du service de l'eau – Eaux urbaines – de la SCP . $E_0 =$ (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).

L'actualisation du tarif est effectuée en prenant en compte la valeur valide des paramètres ci-dessus. En conséquence, pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la date de valeur de ces paramètres et la date de leur publication, il est convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

- La valeur de base des paramètres indice « 0 » prise en compte est leur valeur valide du mois de janvier 2022.

Le calcul de la première actualisation du tarif du Concessionnaire aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## Article 7 : Modalités de facturation et recouvrement

### 7-1 Présentation des factures et délais de paiement

Le Concessionnaire perçoit auprès du Bénéficiaire les sommes correspondant aux éléments de tarification suivants :

Sa rémunération propre pour la fourniture de l'eau, calculée par application du tarif ci-dessus ;

La part revenant à la Métropole et calculée en application des tarifs fixés par la Métropole ;

Les droits et redevances additionnels au prix de l'eau destinés aux différents organismes publics ;

La taxe à la valeur ajoutée (TVA) ;

Les autres taxes, redevances ou contributions que le Concessionnaire serait amené à percevoir auprès des Bénéficiaires des livraisons d'eau par suite de décisions qui lui seraient imposées.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire est autorisé à identifier la redevance pour préservation des ressources en eau sur une ligne spécifique des factures adressées au Bénéficiaire.

Les délais de paiement sont fixés à 45 jours à compter de la réception de la facture en LRAR par le Bénéficiaire.

En cas de réclamation dûment justifiée sur le contenu d'une facture, le Bénéficiaire doit en informer le Concessionnaire par LRAR. A la réception de la réclamation, le délai de paiement est interrompu jusqu'à ce que la réclamation ait été traitée par une réponse circonstanciée du Concessionnaire et transmise par LRAR.

#### 7-2 Périodicité de la facturation

La facturation est mensuelle.

La part fixe annuelle est facturée d'avance et par douzièmes.

La part proportionnelle est facturée sur relevé mensuel des volumes livrés.

#### 7-3 Conditions de versement de la part métropolitaine

Le versement à la Métropole des sommes facturées au titre de la part Métropolitaine est effectué en trois versements annuels selon le calendrier suivant :

- Le 15 mai de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de janvier, février, mars et avril pour l'année N ;
- Le 15 septembre de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de mai, juin, juillet et août pour l'année N ;
- Le 15 janvier de l'année N+1 au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de septembre, octobre, novembre et décembre de l'année N.

Toutes sommes non versées à la date fixée par le présent article porte intérêt au double du taux légal dès expiration dudit délai.

#### 7-4 Contentieux de la facturation

Le Concessionnaire est chargé de recouvrer les factures qu'il a émises.



Aucune poursuite judiciaire pour non paiement de facture ne peut être engagée à l'encontre du Bénéficiaire avant que celui-ci n'ait disposé du temps nécessaire pour régulariser la situation après une mise en demeure notifiée par le Concessionnaire :

En cas de non paiement, la mise en demeure adressée par LRAR intervient 45 jours après que la facture ait été reçue par le Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours supplémentaires suivant la réception de la mise en demeure, pour régler son impayé. Le Concessionnaire est fondé pendant ce délai, à demander une pénalité calculée au double du taux légal, appliqué au montant impayé.

Le Bénéficiaire peut saisir la Métropole autorité concédante, pour évoquer un éventuel différend et lui demander de se prononcer sur les modalités de son traitement. Cette saisine rallonge le délai supplémentaire suivant réception de la mise en demeure de 1 mois, le temps pour la Métropole de formuler sa réponse.

#### **Article 8 : Date d'effet, durée**

La présente convention prendra effet à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire. Sa date d'échéance est fixée au 30 avril 2023 ou à la date d'échéance du Contrat de Concession si celle-ci est antérieure.


#### **Article 9 : Révision de la convention**

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

#### **Article 10 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis minimum d'un (1) an.

Fait à TOULON, le .....

<p>Pour la Métropole,</p> <p>Monsieur Hubert FALCO, Président</p>	<p>Pour le Concessionnaire,</p> <p>Monsieur Eric LAHAYE Directeur de la Région Méditerranée</p> 
---	--





**CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU**

Entre les soussignées,

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil métropolitain en date du ... .., et désignée ci-après par « la Métropole »,

La **Compagnie des Eaux et de l'Ozone** – Procédés MP Otto, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, domiciliée : rue des Oliviers – Le Pouverel – 83130 La Garde représentée par son Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée, Monsieur Olivier CAVALLLO, dûment habilité à la signature de la présente convention,

désignée ci-après par « le Vendeur »  
ou "le Concessionnaire du service public d'eau potable - secteur centre",

et

**SUEZ Eau France**, Direction Région SUD PACA 270, Rue Pierre Duhem Le Crossroad Bâtiment A – BP 20008 – Pôle d'activité d'Aix en Provence 13791 Aix en Provence représentée par sa Directrice Régionale Région Sud, Madame Laurence PEREZ, dûment habilitée à la signature de la présente convention,

désignée ci-après par « l'Acheteur »,

**Il a été convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières de la fourniture d'eau potable entre le vendeur et l'acheteur, au titre d'usage de secours.

## **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2029.

## **ARTICLE 3 : INVESTISSEMENTS À RÉALISER**

Sans objet.

## **ARTICLE 4 : ORIGINE DE LA PRODUCTION**

L'eau livrée au Bénéficiaire provient des installations de production d'eau potable de la Métropole (usines de La Valette, Dardennes ou Saint Antoine) et d'éventuels achats d'eau traitée auprès de la Société du Canal de Provence.

L'ensemble de ces installations sont exploitées par le Concessionnaire du service public d'eau potable - secteur centre -, qui est autorisé par convention à vendre de l'eau en gros pour les besoins de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## **ARTICLE 5 : POINT DE LIVRAISON ET SYSTÈME DE COMPTAGE**

Le point de livraison de la vente en gros est le suivant :

Libellé :	Compteur de la Pyrotechnie
Adresse :	avenue Aristide Briand - 83200 Toulon
Provenance de l'eau :	Ville de Toulon
Commune desservie :	Ollioules (par La Seyne sur Mer)

## **ARTICLE 6 : PROPRIÉTÉ, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES OUVRAGES D'INTERCONNEXION**

### **6.1 Ouvrages d'interconnexion**

L'entretien des canalisations et des ouvrages et équipements en amont du poste de comptage est à la charge du Concessionnaire du service public d'eau potable - secteur centre - de la Métropole.

L'entretien des canalisations et des ouvrages et équipements en aval du poste de comptage est à la charge du Concessionnaire du service public d'eau potable sur le territoire de La Seyne sur Mer.

### **6.2 Système de comptage**

Le système de comptage Pyrotechnie est constitué d'un débitmètre électromagnétique DN125 mm, équipé d'un système de télésurveillance.

Le Concessionnaire a en charge l'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité de ces installations.

## **ARTICLE 7 : RELEVÉS DES COMPTEURS**

Les relevés des index des compteurs de livraison sont réalisés de façon contradictoire une fois par mois par les représentants des deux parties.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement d'un compteur, la fourniture sera évaluée comme étant la consommation moyenne estimée d'un commun accord entre les deux parties en se basant notamment sur les consommations précédemment constatées.

#### ARTICLE 8 : VÉRIFICATION DES COMPTEURS

Les représentants des parties peuvent accéder à tout moment aux compteurs. Ils peuvent demander la vérification du bon fonctionnement, en particulier leur étalonnage. Si les compteurs fonctionnent dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par la vérification sont à la charge de l'acheteur qui en a fait la demande. Dans le cas contraire, ils sont à la charge du Vendeur en charge de l'entretien du système de comptage. Si la non-conformité d'un compteur est constatée, la réparation ou le remplacement est réalisé en fonction des clauses de la présente convention.

#### ARTICLE 9 : QUALITÉ DE L'EAU

La qualité de l'eau livrée doit être, au point de livraison défini à l'article 5 et à tout moment, conforme aux limites et références définies par le Code de la Santé Publique.

Il revient à l'Acheteur de s'assurer que les limites et références de qualité visées ci-dessus restent respectées sur son réseau de distribution et de mettre en œuvre les dispositions nécessaires.

En particulier, le Vendeur ne pourra être tenu pour responsable des pollutions ou dégradation de la qualité de l'eau trouvant leur origine dans la présence ou le fonctionnement des installations dont l'Acheteur a la charge.

#### ARTICLE 10 : QUANTITÉ D'EAU

Point de livraison	Diamètre du compteur en mm	Débit journalier en m³/jour		Débit instantané en L/s
		Mini	Maxi	Maxi
Compteur de la Pyrotechnie – Avenue Aristide Briand – 83200 Toulon	125	0	1 555	18

Les volumes journaliers totaux garantis et cumulés sur le point de comptage sont de 1 300 m³/jour.

#### ARTICLE 11 : PRESSION

La pression de service au point de livraison est d'environ 7,5 - 8 bars.

#### ARTICLE 12 : MODIFICATIONS DES CONDITIONS DE LIVRAISON

Les parties ont un devoir mutuel d'information immédiate de toute modification significative des conditions de livraison (qualité, quantité et pression). Le Vendeur se doit d'informer sans délai l'Acheteur de tout dépassement des limites ou références de qualité, ainsi que de tout incident constaté ou de toute difficulté prévisible susceptible d'être rencontrée pouvant avoir une incidence sur la qualité ou la quantité de l'eau fournie.

Sauf en cas de force majeure, l'Acheteur sera prévenu au moins 48 heures avant tout arrêt momentané de la distribution.

**ARTICLE 13 : SITUATION DE CRISE**

En cas d'obligation de restrictions de la distribution suite à une pollution accidentelle d'une ressource, une rupture importante sur les moyens d'amenée (conduite ou pompe), un incident affectant les moyens de production ou un cas de force majeure (par exemple, interruption de la livraison d'énergie électrique), le Vendeur, dont la responsabilité ne pourra alors pas être recherchée, s'engage à en informer l'Acheteur dans les plus brefs délais, et ne pourra dans ce cas garantir la livraison d'eau à l'Acheteur.

**ARTICLE 14 : TARIFS DE VENTE DE L'EAU**

La facturation mensuelle sera constituée :

- d'une facturation au réel des volumes livrés;
- d'une prime fixe correspondant au diamètre du compteur utilisé.

Le tarif de vente d'eau en gros est fixé à 0,45 €/m<sup>3</sup> pour l'année 2022.

Le tarif de la prime fixe est de 679,35 € HT / quadrimestre pour un compteur de 100 ou 125 mm en 2022.

Ce tarif est actualisé au 1er janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$T_n = T_o \times K_{1n}$  avec :

$T_n$  = tarif applicable à la facturation de la période  $n$

$T_o$  = tarif de base établi en valeur économique du mois de janvier 2022.

Avec  $K_{1n}$  tel que défini au sein du Contrat de Concession.

A la date d'établissement de la présente convention,  $K_n$  est défini ainsi qu'il suit au sein du Contrat de Concession :

Le coefficient  $K_{1n}$  aura la forme suivante :

$$K_1 = 0,20 + (0,284 \times \frac{A}{A_0}) + (0,021 \times \frac{B}{B_0}) + (0,245 \times \frac{C}{C_0}) + (0,150 \times \frac{D}{D_0}) + (0,100 \times \frac{E}{E_0})$$

Avec :

Indice	Descriptif de l'indice et pondération
A	Indice coûts horaires : ICHT-E $A_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
B	Indice Electricité : 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36KVA » $B_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022)..
C	Indice Travaux Public Canalisations : TP10a, canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux..... $C_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).....
D	Indice Frais et services divers : Index FSD2 - Frais et services divers, modèle de référence n° 2 $D_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
E	Indice liée aux achats d'eau : Coefficient de révision des tarifs d'achats d'eau brute auprès de la SCP, selon la formule défini au sein des Conditions Générales du service de l'eau – Eaux urbaines – de la SCP. $E_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).



L'actualisation du tarif est effectuée en prenant en compte la valeur valide des paramètres ci-dessus. En conséquence, pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la date de valeur de ces paramètres et la date de leur publication, il est convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

- La valeur de base des paramètres indice « o » prise en compte est leur valeur valide du mois de janvier 2022.
- Le calcul de la première actualisation du tarif du Concessionnaire aura lieu le 1er janvier 2023.

#### **ARTICLE 15 : FACTURATION**

Les compteurs étant relevés mensuellement, la facturation aura lieu mensuellement. La facture au titre du mois échu sera émise avant le 10 du mois suivant par le Vendeur et sera payée par l'Acheteur dans un délai de 30 jours. Les index du compteur et les dates des relevés devront figurer sur la facture afin de permettre le contrôle des quantités facturées.

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont explicitement majorées, lors de la facturation, de la TVA au taux en vigueur (5,5% actuellement) et des charges fiscales ou redevances frappant éventuellement les ventes d'eau.

Les redevances d'Agence de l'Eau (RAE) liées aux prélèvements d'eau, telles qu'approuvées par le Comité de Bassin, sont collectées par La Compagnie de l'Eau et de l'Ozone pour le compte de l'Agence.

Les factures seront établies au nom de SUEZ Eau France, agissant en qualité de Concessionnaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

<b>Siège</b>	<b>Adresse de recouvrement</b>	<b>Adresse pour l'envoi des factures</b>
SUEZ Eau France Direction Région SUD PACA 270, Rue Pierre Duhem Le Crossroad Bâtiment A – BP 20008 – Pôle d'activité d'Aix en Provence 13791 AIX EN PROVENCE	SUEZ Eau France Centre comptable 988 Chemin Pierre DREVET 69140 RILLEUX LA PAPE	SUEZ Eau France PB00184 Provence Littoral TSA 61108 59711 LILLE CEDEX 9

#### **ARTICLE 16 : MODALITÉS DE RÉPARTITION DES CHARGES D'INVESTISSEMENT**

Sans objet.

#### **ARTICLE 17 : RÉVISION DE LA CONVENTION**

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

#### **ARTICLE 18 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis minimum de 2 mois.

#### ARTICLE 19 : LITIGES

Les litiges et contestations concernant l'application de la présente convention sont du ressort du tribunal compétent.

Toutefois, avant de lancer une procédure contentieuse, les parties à la convention s'engagent à les soumettre à l'arbitrage d'un expert compétent.

A La Garde, le

Le représentant de la Compagnie de l'Eau  
et de l'Ozone,

  
Olivier CAVALLO

Compagnie des Eaux et de l'Ozone

À Aix en Provence, le

Le Directrice Région Sud-PACA  
de SUEZ Eau france,

  
Laurence PEREZ

 **SUEZ**  
**SUEZ EAU FRANCE**  
secteur haut var  
N°705 Rue des Rigauds  
Zone Plan de Cartier  
83143 LE VAL

A Toulon, le

Le Président de la Métropole

Hubert FALCO



## **Convention de livraison d'eau en gros**

**Bénéficiaire :**  
**Métropole Toulon Provence Méditerranée - Ex.**  
**Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des**  
**Communes de La Valette, La Garde et Le Pradet**

**Entre :**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil métropolitain en date du ... .., et désignée ci-après par « **la Métropole** »,

de première part,

**La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Eric LAHAYE, Directeur de la Région Méditerranée, et désignée ci-après par « **le Concessionnaire** » ou « **le Bénéficiaire** »

de seconde part

### **Il a été exposé ce qui suit :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, par délibération de son conseil métropolitain en date du 30 septembre 2021, un contrat de Concession sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var, ci-après "le Contrat de Concession". Ce contrat de concession prend effet à compter du 1er janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.

La Métropole (au titre de l'ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des communes de La Valette, La Garde et Le Pradet) et la Société des Eaux de Toulon sont cocontractants au titre d'une convention de livraison d'eau en gros dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2021. Il est précisé que le périmètre de l'ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des Communes de La Valette, La Garde et Le Pradet sera intégré au Contrat de Concession à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2027.

Il convient donc de mettre en place une nouvelle convention permettant de régir les relations entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en sa qualité d'autorité concédante et le Concessionnaire, au titre d'une part du service public d'eau potable - secteur centre - (ci-après dénommé service de production) et d'autre part de l'ex Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des communes de La Valette, La Garde et Le Pradet, pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au 31 Décembre 2026.

### **En conséquence il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Conditions générales de fourniture de l'eau au Bénéficiaire**

Le Concessionnaire est responsable de la continuité de la production et de la qualité de l'eau potable livrée au Bénéficiaire. Pour cela, il ajuste en permanence la production d'eau des différentes installations du service de production afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau du Bénéficiaire, dans la limite des volumes précisés à l'article 6.

Le Concessionnaire prend en compte les mesures de débit nécessaires au suivi de la livraison d'eau et éventuellement, si l'exploitant du service d'eau du Bénéficiaire l'accepte, les mesures de niveau dans les réservoirs alimentés par ces livraisons.

Le Concessionnaire établit en concertation avec le Bénéficiaire ou son exploitant, les niveaux de référence dans les réservoirs alimentés par les livraisons d'eau et des grilles de prévisions de débit au départ de ces réservoirs. Les prévisions de débit sont indicatives : elles ont pour objet de renseigner le Concessionnaire sur le régime moyen probable de fonctionnement des installations.

#### **Article 2 : Points de livraisons d'eau au Bénéficiaire**

##### **2.1 Les dispositifs de livraison d'eau :**

Ces dispositifs comprennent, depuis les ouvrages du service de production :

Le dispositif de raccordement aux ouvrages du service de production d'eau.

Une canalisation de liaison jusqu'au dispositif de comptage, d'une longueur la plus courte possible.

Un ou plusieurs dispositifs de comptage de l'eau.

Lorsque le dispositif de comptage appartient au service de production, le dispositif de livraison d'eau jusque et y compris le dispositif de mesure, fait partie du service de production.

Lorsque le dispositif de comptage appartient au Bénéficiaire, le dispositif de livraison d'eau, non compris le dispositif de mesure, fait partie du service de production.

Le point de livraison de l'eau au Bénéficiaire est matérialisé par la bride aval du dispositif de comptage, si ce dernier appartient au service de production ou par la bride amont du dispositif de comptage si ce dernier appartient au Bénéficiaire.

Ce point de livraison marque la limite de responsabilité entre :

Le Concessionnaire pour tout ce qui est situé en amont du point de livraison.

Le Bénéficiaire pour tout ce qui est situé en aval du point de livraison.

Il est expressément convenu que le point de livraison doit être situé à l'intérieur et à moins de cinq (5) mètres de la limite de l'enceinte de l'usine de La Valette.

Les installations situées à l'aval du point de livraison sont la propriété du Bénéficiaire qui fait son affaire de leur installation, de leur surveillance, de leur maintenance et de leur équipement y compris tous dispositifs de régulation de pression, de débit ou de remplissage de réservoir qui seraient éventuellement nécessaires. Ces installations du Bénéficiaire ne devront en aucun cas porter atteinte au bon fonctionnement ou à la pérennité des installations du service de production ou à la qualité de l'eau distribuée par le service de production. En tant que de besoin le Bénéficiaire installera à ses frais un dispositif empêchant le retour d'eau dans les installations du service de production.

Le Concessionnaire est chargé à titre exclusif d'assurer la maintenance des dispositifs de livraison de l'eau au Bénéficiaire. Ces opérations incluent :

- a) la maintenance courante des dispositifs de livraison d'eau, qui comporte :
- la surveillance des dispositifs et des conditions hydrauliques de pression ;
  - l'entretien, la réparation et le remplacement des vannes et appareils d'isolement ;
  - l'élimination des fuites ;
  - la surveillance et les réparations nécessaires sur les massifs d'ancrage et ouvrages de génie civil associés aux raccords.

- b) le renouvellement et les grosses réparations des raccords et des organes hydrauliques qui comportent tous les renouvellements qui s'avèrent nécessaires en sus des opérations d'entretien et de réparation.

Le Concessionnaire vérifie que les biens du service sont sécurisés vis à vis d'effets d'éventuels désordres sur les installations du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire veille qu'une rupture de canalisation de son service, ne puisse provoquer de rupture sur les conduites et organes hydrauliques du service de production.

## **2.2 Comptage :**

L'eau est fournie exclusivement au compteur.

Les compteurs de livraison d'eau au Bénéficiaire font partie du service de production, sauf mention particulière.

Le Concessionnaire procède au relevé des compteurs aussi souvent que nécessaire, et au minimum à fréquence mensuelle.

Les compteurs utilisés pour le contrôle des débits et volumes livrés au Bénéficiaire sont les suivants :

Bénéficiaire	Dénomination	Propriété des compteurs
Métropole TPM ex. SIAE LV LG LP	Départ usine de La Valette vers réservoir Bouttuen	Métropole TPM Secteur Centre

### **Dispositions concernant les compteurs appartenant au Bénéficiaire :**

Le Bénéficiaire est détenteur des compteurs au sens de la réglementation relative aux compteurs d'eau froide. Il est responsable des conséquences qui pourraient résulter de leur défaillance.

Il tient à jour le carnet métrologique prévu par la réglementation.

Il procède à ses frais à la vérification des compteurs du service aussi souvent qu'il le juge utile. Cette vérification est réalisée conformément à la réglementation relative au contrôle des instruments de mesure, notamment celle relative au contrôle des compteurs d'eau froide en service (décrets du 6 mars 2007 et du 9 novembre 2007).

Le Concessionnaire est en droit d'exiger la vérification des compteurs.

Si le compteur est conforme à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire supporte les frais de vérification. Dans le cas contraire, les frais de cette vérification sont à la charge du Bénéficiaire.

Lorsque nécessaire, le remplacement des compteurs de livraison d'eau est assumé par le Bénéficiaire à sa charge.

### **Article 3 : Provenance de l'eau, qualité, pression**

#### **3.1 Provenance et qualité de l'eau livrée au Bénéficiaire :**

L'eau livrée au Bénéficiaire provient de la retenue de Carcès ou du réseau de la Société du Canal de Provence, cette eau étant traitée à l'usine de potabilisation de La Valette, propriété de la Métropole.

L'eau livrée au Bénéficiaire par le Concessionnaire doit, aux points de livraisons, être conforme en permanence aux normes de qualité en vigueur concernant les eaux destinées à la consommation humaine.

Le Concessionnaire n'est pas responsable de la dégradation de la qualité de l'eau qui pourrait intervenir sur les installations du Bénéficiaire. Ce dernier fait son affaire des mesures nécessaires pour assurer le maintien de la qualité de l'eau, au besoin par l'utilisation de dispositifs de traitement adaptés.

Le Concessionnaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau aux points de livraison conformément aux directives des services de la santé.

Le Bénéficiaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau sur ses installations situées en aval du point de livraison conformément aux directives des services de la santé.

### **3.2 Pression :**

L'eau est livrée au point de livraison à une cote piézométrique comprise entre 190 m NGF et 180 m NGF. Le Bénéficiaire fait son affaire des aménagements éventuels nécessaires à l'utilisation de l'eau qui lui est destinée.

### **Article 4 : Situation de crise**

Lorsqu'il constate une brusque dégradation de la qualité de l'eau ou une brusque dégradation des ouvrages assurant la production d'eau nécessitant une réaction immédiate rendue nécessaire par la protection de la santé humaine ou lorsqu'il n'est plus en mesure de fournir les quantités d'eau requises au Bénéficiaire, le Concessionnaire doit :

prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum ;  
informer sans délai le Bénéficiaire, ainsi que la Métropole ;  
informer parallèlement le Préfet, afin qu'il prenne également les mesures d'urgence qui lui incombent ;  
mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires pour rétablir le plus rapidement possible une alimentation normale en eau, en liaison avec la Métropole et les autorités sanitaires.

### **Article 5 : Information des Bénéficiaires**

Le Concessionnaire prend les mesures nécessaires pour assurer l'information courante du Bénéficiaire et lui communiquer les documents administratifs relatifs au service conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Cette mission du Concessionnaire n'inclut pas l'information relative à la politique générale de gestion du service qui est du ressort de la seule Métropole.

### **Article 6 : Volumes garantis**

#### **6.1 Volumes garantis par le Concessionnaire au Bénéficiaire :**

Sous réserve des dispositions des articles 1 et 4, le Concessionnaire garantit au Bénéficiaire, les volumes d'eau suivants:

Bénéficiaire	Volume journalier garanti	Volume moyen annuel garanti
Métropole TPM ex. SIAE LV LG LP	5 000 m <sup>3</sup> /j	1 700 000 m <sup>3</sup> /an

Lorsque les volumes d'eau disponibles sont réduits par nécessité de service ou par la cause de difficulté exceptionnelle, le Concessionnaire en informe immédiatement la Métropole et le Bénéficiaire afin de définir de manière concertée les volumes résiduels livrables.

## 6.2 Achat d'eau du Bénéficiaire

Ce volume constitue l'engagement minimum d'achat d'eau annuel du Bénéficiaire au Concessionnaire :

Bénéficiaire	Volume annuel minimum d'achat d'eau du Bénéficiaire
Métropole TPM ex. SIAE LV LG LP	1 200 000 m3

## Article 7 : Tarif des ventes d'eau et actualisation du tarif

### 7-1 Tarif des ventes d'eau hors taxe.

Ces tarifs comprennent :

- la rémunération du Concessionnaire en contrepartie des charges qui lui incombent en application du contrat de production
- la part revenant à la Métropole pour lui permettre de financer les travaux sur les installations non pris en charge par le Concessionnaire.

Le tarif applicable, fixé en valeur de base au 1er janvier 2022, au Bénéficiaire est le suivant :

Bénéficiaire	Part fixe annuelle du Concessionnaire en € HT	Part variable au m3 du Concessionnaire en € HT/m3	Part variable au m3 de la Métropole en € HT/m3
Métropole TPM ex. SIAE LV LG LP	376 530	0,1953	0,0300

Le tarif du Concessionnaire est susceptible d'être révisé pendant la durée de la convention, en application des clauses de révision du Contrat de Concession.

Lorsque le tarif de la Métropole précisé ci-dessus est modifié, il est déterminé par délibération et le Bénéficiaire en est informé.

Au tarif défini ci-dessus, s'ajoutent les taxes et redevances perçues pour le compte des organismes compétents (redevance pour la préservation des ressources en eau de l'Agence de l'Eau par exemple) et la TVA selon la réglementation en vigueur ainsi que toutes taxes et redevances qui seraient instituées au profit d'organismes tiers et qui auraient à être facturées avec le service de l'eau.

## 7-2 Actualisation du Tarif des ventes d'eau

Les composantes du **tarif du Concessionnaire** (part fixe et part variable au m<sup>3</sup>) sont actualisées au 1er janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$T_n = T_o \times K_n \text{ avec :}$$

$T_n$  = tarif applicable à la facturation de la période n

$T_o$  = tarif de base établi en valeur économique du mois de janvier 2022.

Avec  $K_n$  tel que défini au sein du contrat de Concession.

A la date d'établissement de la présente convention,  $K_n$  est défini ainsi qu'il suit au sein du Contrat de Concession :

Le coefficient  $K_{1N}$  aura la forme suivante :

$$K_1 = 0,20 + (0,284 \times ) + (0,021 \times ) + (0,245 \times ) + (0,150 \times ) + (0,100 \times )$$

Avec :

Indice	Descriptif de l'indice et pondération
A	Indice coûts horaires : ICHT-E $A_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
B	Indice Electricité : 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36KVA » $B_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022)..
C	Indice Travaux Public Canalisations : TP10a, canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux..... $C_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).....
D	Indice Frais et services divers : Index FSD2 - Frais et services divers, modèle de référence n° 2 $D_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
E	Indice liée aux achats d'eau : Coefficient de révision des tarifs d'achats d'eau brutes auprès de la SCP, selon la formule défini au sein des Conditions Générales du service de l'eau – Eaux urbaines – de la SCP . $E_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).

L'actualisation du tarif est effectuée en prenant en compte la valeur valide des paramètres ci-dessus. En conséquence, pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la date de valeur de ces paramètres et la date de leur publication, il est convenu d'appliquer les dispositions suivantes :



- La valeur de base des paramètres indice « o » prise en compte est leur valeur valide du mois de janvier 2022.

Le calcul de la première actualisation du tarif du Concessionnaire aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## **Article 8 : Modalités de facturation et recouvrement**

### **8-1 Présentation des factures et délais de paiement**

Le Concessionnaire perçoit auprès du Bénéficiaire les sommes correspondant aux éléments de tarification suivants :

Sa rémunération propre pour la fourniture de l'eau, calculée par application du tarif ci-dessus ;

La part revenant à la Métropole et calculée en application des tarifs fixés par la Métropole ;

Les droits et redevances additionnels au prix de l'eau destinés aux différents organismes publics ;

La taxe à la valeur ajoutée (TVA) ;

Les autres taxes, redevances ou contributions que le Concessionnaire serait amené à percevoir auprès des Bénéficiaires des livraisons d'eau par suite de décisions qui lui seraient imposées.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire est autorisé à identifier la redevance pour préservation des ressources en eau sur une ligne spécifique des factures adressées au Bénéficiaire.

Les délais de paiement sont fixés à 45 jours à compter de la réception de la facture en LRAR par le Bénéficiaire.

En cas de réclamation dûment justifiée sur le contenu d'une facture, le Bénéficiaire doit en informer le Concessionnaire par LRAR. A la réception de la réclamation, le délai de paiement est interrompu jusqu'à ce que la réclamation ait été traitée par une réponse circonstanciée du Concessionnaire et transmise par LRAR.

### **8-2 Périodicité de la facturation**

La facturation est mensuelle.

La part fixe annuelle est facturée d'avance et par douzièmes.

La part proportionnelle est facturée sur relevé mensuel des volumes livrés.

### **8-3 Conditions de versement de la part métropolitaine**

Le versement à la Métropole des sommes facturées au titre de la part Métropolitaine est effectué en trois versements annuels selon le calendrier suivant :



- Le 15 mai de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de janvier, février, mars et avril pour l'année N ;
- Le 15 septembre de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de mai, juin, juillet et août pour l'année N ;
- Le 15 janvier de l'année N+1 au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de septembre, octobre, novembre et décembre de l'année N.

Toutes sommes non versées à la date fixée par le présent article porte intérêt au double du taux légal dès expiration dudit délai.

#### 8-4 Contentieux de la facturation

Le Concessionnaire est chargé de recouvrer les factures qu'il a émises.

Aucune poursuite judiciaire pour non paiement de facture ne peut être engagée à l'encontre du Bénéficiaire avant que celui-ci n'ait disposé du temps nécessaire pour régulariser la situation après une mise en demeure notifiée par le Concessionnaire :

En cas de non paiement, la mise en demeure adressée par LRAR intervient 45 jours après que la facture ait été reçue par le Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours supplémentaires suivant la réception de la mise en demeure, pour régler son impayé. Le Concessionnaire est fondé pendant ce délai, à demander une pénalité calculée au double du taux légal, appliqué au montant impayé.

Le Bénéficiaire peut saisir la Métropole autorité concédante, pour évoquer un éventuel différend et lui demander de se prononcer sur les modalités de son traitement. Cette saisine rallonge le délai supplémentaire suivant réception de la mise en demeure de 1 mois, le temps pour la Métropole de formuler sa réponse.

### **Article 9 : Date d'effet, durée**

La présente convention prendra effet à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire. Sa date d'échéance est fixée au 31 décembre 2026 ou à la date d'échéance du Contrat de Concession si celle-ci est antérieure. Il est convenu entre les parties que les tarifs prévus à l'article 8 s'appliquent à compter du 01/01/2022.


### **Article 10 : Révision de la convention**

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

### **Article 11 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis minimum d'un (1) an.

Fait à TOULON, le .....

<p>Pour la Métropole,</p> <p>Monsieur Hubert FALCO, Président</p>	<p>Pour le Concessionnaire,</p> <p>Monsieur Eric LAHAYE Directeur de la Région Méditerranée</p>  <p>The stamp is circular with a blue border. The text 'Compagnie des Eaux et de l'Ozone' is written around the perimeter. A handwritten signature in black ink is written over the stamp.</p>
---	---



## **Convention de livraison d'eau en gros**

**Bénéficiaire :**  
**Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau  
Potable des Communes de la Région Est de Toulon**

### **Entre :**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil métropolitain en date du ... .., et désignée ci après par « **la Métropole** »,

de première part,

**Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable des communes de la Région est de Toulon**, représenté par son Président Monsieur François De CANSON dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil Syndical en date du ... .., et désignée ci après par « **le Bénéficiaire** »,

de seconde part,

**La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Eric LAHAYE, Directeur de la Région Méditerranée, et désignée ci après par « **le Concessionnaire** ».

de troisième part

### **Il a été exposé ce qui suit :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, par délibération de son conseil métropolitain en date du 30 septembre 2021, un contrat de Concession sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var, ci-après "le Contrat de Concession". Ce contrat de concession prend effet à compter du 1er janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable des communes de la Région Est de Toulon et la Société Compagnie des Eaux et de l'Ozone sont cocontractant au titre d'un contrat de délégation du service public de production d'eau potable et de vente en gros dont l'échéance est fixée au 30 juin 2026.

La Métropole, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable des communes de la Région Est de Toulon et la Société des Eaux de Toulon sont cocontractant au titre d'une convention de livraison d'eau en gros dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2021.

Il convient donc de mettre en place de nouvelles conventions tripartites, permettant de régir les relations entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Concessionnaire de son service public d'eau potable - secteur centre - (ci-après dénommé service de production) et le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable des communes de la Région Est de Toulon pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au 30 juin 2026.

### **En conséquence il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Conditions générales de fourniture de l'eau au Bénéficiaire**

Le Concessionnaire est responsable de la continuité de l'approvisionnement en eau brute du Bénéficiaire. Pour cela, il ajuste en permanence la production d'eau des différentes installations du service de production afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau du Bénéficiaire, dans la limite des volumes précisés ci-dessous.

Le Concessionnaire prend en compte les mesures de débit nécessaires au suivi de la livraison d'eau et éventuellement, si l'exploitant du service d'eau du Bénéficiaire l'accepte, les mesures de niveau dans les réservoirs alimentés par ces livraisons.

Le Concessionnaire établit en concertation avec le Bénéficiaire ou son exploitant, les niveaux de référence dans les réservoirs alimentés par les livraisons d'eau et des grilles de prévisions de débit au départ de ces réservoirs. Les prévisions de débit sont indicatives : elles ont pour objet de renseigner le Concessionnaire sur le régime moyen probable de fonctionnement des installations.

#### **Article 2 : Points de livraisons d'eau au Bénéficiaire**

##### **2.1 Les dispositifs de livraison d'eau :**

Ces dispositifs comprennent, depuis les ouvrages du service de production :

Le dispositif de raccordement aux ouvrages du service de production d'eau.

Une canalisation de liaison jusqu'au dispositif de comptage, d'une longueur la plus courte possible.

Un ou plusieurs dispositifs de comptage de l'eau.

Lorsque le dispositif de comptage appartient au service de production, le dispositif de livraison d'eau jusque et y compris le dispositif de mesure, fait partie du service de production.

Lorsque le dispositif de comptage appartient au Bénéficiaire, le dispositif de livraison d'eau, non compris le dispositif de mesure, fait partie du service de production.

Le point de livraison de l'eau au Bénéficiaire est matérialisé par la bride aval du dispositif de comptage, si ce dernier appartient au service de production ou par la bride amont du dispositif de comptage si ce dernier appartient au Bénéficiaire.

**Ce point de livraison marque la limite de responsabilité entre :**

**Le Concessionnaire pour tout ce qui est situé en amont du point de livraison.**

**Le Bénéficiaire pour tout ce qui est situé en aval du point de livraison.**

Les installations situées à l'aval du point de livraison sont la propriété du Bénéficiaire qui fait son affaire de leur installation, de leur surveillance, de leur maintenance et de leur équipement y compris tous dispositifs de régulation de pression, de débit ou de remplissage de réservoir qui seraient éventuellement nécessaires. Ces installations du Bénéficiaire ne devront en aucun cas porter atteinte au bon fonctionnement ou à la pérennité des installations du service de production ou à la qualité de l'eau distribuée par le service de production. En tant que de besoin le Bénéficiaire installera à ses frais un dispositif empêchant le retour d'eau dans les installations du service de production.

Le Concessionnaire est chargé à titre exclusif d'assurer la maintenance des dispositifs de livraison de l'eau au Bénéficiaire. Ces opérations incluent :

- a) la maintenance courante des dispositifs de livraison d'eau, qui comporte :
- la surveillance des dispositifs et des conditions hydrauliques de pression ;
  - l'entretien, la réparation et le remplacement des vannes et appareils d'isolement ;
  - l'élimination des fuites ;
  - la surveillance et les réparations nécessaires sur les massifs d'ancrage et ouvrages de génie civil associés aux raccordements.

b) le renouvellement et les grosses réparations des raccordements et des organes hydrauliques qui comportent tous les renouvellements qui s'avèrent nécessaires en sus des opérations d'entretien et de réparation.

Le Concessionnaire vérifie que les biens du service sont sécurisés vis à vis d'effets d'éventuels désordres sur les installations du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire veille qu'une rupture de canalisation de son service, ne puisse provoquer de rupture sur les conduites et organes hydrauliques du service de production.

## **2.2 Comptage :**

L'eau est fournie exclusivement au compteur.

Les compteurs de livraison d'eau au Bénéficiaire font partie du service de production, sauf mention particulière.

Le Concessionnaire procède au relevé des compteurs aussi souvent que nécessaire, et au minimum à fréquence mensuelle.

Les compteurs utilisés pour le contrôle des débits et volumes livrés au Bénéficiaire sont les suivants :

Bénéficiaire	Dénomination	Propriété des compteurs
SI de l'Est	2 compteurs EB de l'usine de Carnoules	SI des communes de l'Est de Toulon

### **Dispositions concernant les compteurs appartenant au Bénéficiaire :**

Le Bénéficiaire est détenteur des compteurs au sens de la réglementation relative aux compteurs d'eau froide. Il est responsable des conséquences qui pourraient résulter de leur défaillance.

Il tient à jour le carnet métrologique prévu par la réglementation.

Il procède à ses frais à la vérification des compteurs du service aussi souvent qu'il le juge utile. Cette vérification est réalisée conformément à la réglementation relative au contrôle des instruments de mesure, notamment celle relative au contrôle des compteurs d'eau froide en service (décrets du 6 mars 2007 et du 9 novembre 2007).

Le Concessionnaire est en droit d'exiger la vérification des compteurs.

Si le compteur est conforme à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire supporte les frais de vérification. Dans le cas contraire, les frais de cette vérification sont à la charge du Bénéficiaire.

Lorsque nécessaire, le remplacement des compteurs de livraison d'eau est assumé par le Bénéficiaire à sa charge.

### **Article 3 : Provenance de l'eau, qualité, pression**

#### **3.1 Provenance et qualité de l'eau livrée au Bénéficiaire :**

L'eau livrée au Bénéficiaire est de l'eau brute non traitée en provenance de la retenue de Carcès. Sa qualité n'est pas garantie, le Bénéficiaire fait son affaire de son traitement au besoin par l'utilisation de dispositifs de traitement adaptés.

Le Concessionnaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau brute aux points de livraison conformément aux directives des services de la santé et transmet les résultats analytiques au Bénéficiaire.

*Les informations du contrôle analytique de l'eau brute effectué par le Concessionnaire à la station de pompage du Brauch dans le cadre de son autosurveillance, sont régulièrement transmises au Bénéficiaire. En cas d'anomalie détectée de la qualité de l'eau, ces informations seront transmises sans délai.*

Le Bénéficiaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau sur ses installations situées en aval du point de livraison conformément aux directives des services de la santé.

#### **3.2 Pression :**

L'eau est livrée au point de livraison à une cote piézométrique comprise entre 237 m NGF et 235 m NGF. Le Bénéficiaire fait son affaire des aménagements éventuels nécessaires à l'utilisation de l'eau qui lui est destinée.

#### **Article 4 : Situation de crise**

Lorsqu'il constate une brusque dégradation de la qualité de l'eau ou une brusque dégradation des ouvrages assurant la production d'eau nécessitant une réaction immédiate rendue nécessaire par la protection de la santé humaine ou lorsqu'il n'est plus en mesure de fournir les quantités d'eau requises au Bénéficiaire, le Concessionnaire doit :

prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum ;  
informer sans délai le Bénéficiaire, ainsi que la Métropole ;  
informer parallèlement le Préfet, afin qu'il prenne également les mesures d'urgence qui lui incombent ;  
mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires pour rétablir le plus rapidement possible une alimentation normale en eau, en liaison avec la Métropole et les autorités sanitaires.

#### **Article 5 : Information des Bénéficiaires**

Le Concessionnaire prend les mesures nécessaires pour assurer l'information courante du Bénéficiaire et lui communiquer les documents administratifs relatifs au service conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Cette mission du Concessionnaire n'inclut pas l'information relative à la politique générale de gestion du service qui est du ressort de la seule Métropole.

#### **Article 6 : Volumes garantis**

##### **6.1 Volumes garantis par le Concessionnaire au Bénéficiaire :**

Sous réserve des dispositions des articles 1 et 4, le Concessionnaire garantit au Bénéficiaire, les volumes d'eau brute suivants en provenance du Lac de Carcès:

Bénéficiaire	Volume journalier garanti	Volume moyen annuel garanti
SI de l'Est	25 900 m3/j	2 800 000 m3/an

Lorsque les volumes d'eau disponibles sont réduits par nécessité de service ou par la cause de difficulté exceptionnelle, le Concessionnaire en informe immédiatement la Métropole et le Bénéficiaire afin de définir de manière concertée les volumes résiduels livrables.

##### **6.2 Achat d'eau du Bénéficiaire**



Ce volume constitue l'engagement minimum d'achat d'eau annuel du Bénéficiaire au Concessionnaire :

Bénéficiaire	Volume annuel minimum d'achat d'eau du Bénéficiaire
SI de l'Est	1 500 000 m3

## Article 7 : Tarif des ventes d'eau et actualisation du tarif

### 7-1 Tarif des ventes d'eau

Ces tarifs comprennent :

- la rémunération du Concessionnaire en contrepartie des charges qui lui incombent en application du contrat de production
- la part revenant à la Métropole pour lui permettre de financer les travaux sur les installations non pris en charge par le Concessionnaire en application du contrat de production.

Le tarif applicable, fixé en valeur de base au 1er janvier 2022, au Bénéficiaire est le suivant :

Bénéficiaire	Part fixe annuelle du Concessionnaire en € HT	Part variable au m3 du Concessionnaire en € HT/m3	Part variable au m3 de la Métropole en € HT/m3
SI de l'Est	579 185	0,1216	0,0120

Le tarif du Concessionnaire est susceptible d'être révisé pendant la durée de la convention, en application des clauses de révision du contrat de concession.

Lorsque le tarif de la Métropole précisé ci-dessus est modifié, il est déterminé par délibération et le Bénéficiaire en est informé.

Au tarif défini ci-dessus, s'ajoutent les taxes et redevances perçues pour le compte des organismes compétents (redevance pour la préservation des ressources en eau de l'Agence de l'Eau par exemple) et la TVA selon la réglementation en vigueur ainsi que toutes taxes et redevances qui seraient instituées au profit d'organismes tiers et qui auraient à être facturées avec le service de l'eau.

### 7-2 Actualisation du Tarif des ventes d'eau

Les composantes du **tarif du Concessionnaire** (part fixe et part variable au m<sup>3</sup>) sont actualisées au 1er janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$T_n = T_o \times K_n \text{ avec :}$$



Tn = tarif applicable à la facturation de la période n

To = tarif de base établi en valeur économique du mois de janvier 2022.

Avec Kn tel que défini au sein du contrat de Concession.

A la date d'établissement de la présente convention, Kn est défini ainsi qu'il suit au sein du Contrat de Concession :

Le coefficient  $K1_N$  aura la forme suivante :

$$K1 = 0,20 + (0,284 \times ) + (0,021 \times ) + (0,245 \times ) + (0,150 \times ) + (0,100 \times )$$

Avec :

Indice	Descriptif de l'indice et pondération
A	Indice coûts horaires : ICHT-E $A_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
B	Indice Electricité : 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36KVA » $B_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022)..
C	Indice Travaux Public Canalisations : TP10a, canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux..... $C_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).....
D	Indice Frais et services divers : Index FSD2 - Frais et services divers, modèle de référence n° 2 $D_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
E	Indice liée aux achats d'eau : Coefficient de révision des tarifs d'achats d'eau brutes auprès de la SCP, selon la formule défini au sein des Conditions Générales du service de l'eau – Eaux urbaines – de la SCP . $E_0$ = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).

L'actualisation du tarif est effectuée en prenant en compte la valeur valide des paramètres ci-dessus. En conséquence, pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la date de valeur de ces paramètres et la date de leur publication, il est convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

- La valeur de base des paramètres indice « o » prise en compte est leur valeur valide du mois de janvier 2022.

Le calcul de la première actualisation du tarif du Concessionnaire aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## Article 8 : Modalités de facturation et recouvrement

### 8-1 Présentation des factures et délais de paiement

Le Concessionnaire perçoit auprès du Bénéficiaire les sommes correspondant aux éléments de tarification suivants :

Sa rémunération propre pour la fourniture de l'eau, calculée par application du tarif ci-dessus ;

La part revenant à la Métropole et calculée en application des tarifs fixés par la Métropole ;

Les droits et redevances additionnels au prix de l'eau destinés aux différents organismes publics ;

La taxe à la valeur ajoutée (TVA) ;

Les autres taxes, redevances ou contributions que le Concessionnaire serait amené à percevoir auprès des Bénéficiaires des livraisons d'eau par suite de décisions qui lui seraient imposées.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire est autorisé à identifier la redevance pour préservation des ressources en eau sur une ligne spécifique des factures adressées au Bénéficiaire.

Les délais de paiement sont fixés à 45 jours à compter de la réception de la facture en LRAR par le Bénéficiaire.

En cas de réclamation dûment justifiée sur le contenu d'une facture, le Bénéficiaire doit en informer le Concessionnaire par LRAR. A la réception de la réclamation, le délai de paiement est interrompu jusqu'à ce que la réclamation ait été traitée par une réponse circonstanciée du Concessionnaire et transmise par LRAR.

### 8-2 Périodicité de la facturation

La facturation est mensuelle.

La part fixe annuelle est facturée d'avance et par douzièmes.

La part proportionnelle est facturée sur relevé mensuel des volumes livrés.

### 8-3 Conditions de versement de la part métropolitaine

Le versement à la Métropole des sommes facturées au titre de la part Métropolitaine est effectué en trois versements annuels selon le calendrier suivant :

- Le 15 mai de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de janvier, février, mars et avril pour l'année N ;
- Le 15 septembre de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de mai, juin, juillet et août pour l'année N ;
- Le 15 janvier de l'année N+1 au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de septembre, octobre, novembre et décembre de l'année N.

Toutes sommes non versées à la date fixée par le présent article porte intérêt au double du taux légal dès expiration dudit délai.

### 8-4 Contentieux de la facturation

Le Concessionnaire est chargé de recouvrer les factures qu'il a émises.

Aucune poursuite judiciaire pour non paiement de facture ne peut être engagée à l'encontre du Bénéficiaire avant que celui-ci n'ait disposé du temps nécessaire pour régulariser la situation après une mise en demeure notifiée par le Concessionnaire :

En cas de non paiement, la mise en demeure adressée par LRAR intervient 45 jours après que la facture ait été reçue par le Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours supplémentaires suivant la réception de la mise en demeure, pour régler son impayé. Le Concessionnaire est fondé pendant ce délai, à demander une pénalité calculée au double du taux légal, appliqué au montant impayé.

Le Bénéficiaire peut saisir la Métropole autorité concédante, pour évoquer un éventuel différend et lui demander de se prononcer sur les modalités de son traitement. Cette saisine rallonge le délai supplémentaire suivant réception de la mise en demeure de 1 mois, le temps pour la Métropole de formuler sa réponse.

#### **Article 9 : Date d'effet, durée**

La présente convention prendra effet à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire. Sa date d'échéance est fixée au 30 juin 2026 ou à la date d'échéance du Contrat de Concession si celle-ci est antérieure. Il est convenu entre les parties que les tarifs prévus à l'article 8 s'appliquent à compter du 01/01/2022.


#### **Article 10 : Révision de la convention**

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

#### **Article 11 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis minimum d'un (1) an.

Fait à TOULON, le .....

<p>Pour la Métropole,</p> <p>Monsieur Hubert FALCO, Président</p>	<p>Pour le Bénéficiaire,</p> <p>Monsieur François De CANSON, Président du Syndicat Intercommunal d’Alimentation en Eau Potable des Communes de la Région Est de Toulon</p>
<p>Pour le Concessionnaire,</p> <p>Monsieur Eric LAHAYE Directeur de la Région Méditerranée</p>  <p>The stamp is circular with a blue border. The text 'Compagnie des Eaux et de l'Ozone' is written in a circular path around the center. A thick black handwritten signature is written over the stamp.</p>	